
« Pour les trente ans de l'indépendance, ce sont des ruines et non des monuments que les Moldaves visiteront »

Description

Le centre historique de Chisinau est une zone délimitée qui bénéficie de dispositions légales supposées assurer la protection des monuments qui le composent. Pourtant, les destructions illégales ont lieu en toute « légalité ». À qui la faute ?

Alors que la Moldavie fêtait le vingtième anniversaire de son indépendance durant l'été 2011, Ion Stefanita, directeur de l'agence moldave d'Inspection et de Restauration des monuments (AIRM), prédisait dans une interview sur l'état du patrimoine dans le pays qu'il ne restait plus que dix ans avant que le centre historique de la capitale ne soit détruit par les investisseurs: «*Pour les trente ans de l'indépendance, ce sont des ruines et non des monuments que les Moldaves visiteront*»[1]. Ce constat est en accord avec les chiffres du rapport de l'AIRM sur l'état du patrimoine de Chisinau pour l'année 2010-2011: sur les 977 bâtiments du centre historique théoriquement protégés par une loi de 1993 sur la Protection du patrimoine et répertoriés dans le Registre des monuments publié au Journal officiel en 2010, 80 ont été démolis (dont 6 en 2011), 155 ont été altérés par des interventions structurelles qui touchent à leur authenticité et à leur intégrité et 17 sont en état de ruines avancées.



Ce «centre historique» de Chisinau, surveillé par l'AIRM, comprend une zone délimitée de 120 hectares pour une population d'un peu moins de 50.000 habitants, ce qui représente 65 rues et environ 4.000 édifices dont 24% sont théoriquement protégés. Cette zone est divisée en trois secteurs administratifs, «ville haute», «ville basse 1» et «ville basse 2», auxquels une politique particulière de revitalisation a été attribuée dans le plan urbanistique municipal élaboré à partir de l'année 2000[2]. Alors que 164 des 187 îlots de construction[3] du périmètre nécessiteraient une réhabilitation, le centre historique représente un terrain de choix pour les investisseurs[4].

En effet, à l'exception de certains bâtiments emblématiques le long du boulevard central, restaurés et en bon état, une part importante des 977 bâtiments répertoriés, principalement des maisons bourgeoises de plain-pied et quelques bâtiments administratifs du 19ème siècle, sont facilement considérés et décrits comme présentant un danger pour la vie et la santé des voisins et des passants. Sur cette base, les investisseurs, estimant le coût de restauration trop élevé pour des bâtiments qui seront de toute façon difficiles à mettre en valeur, font procéder à leur démolition afin d'édifier des constructions neuves sur ces terrains du centre de la ville. Les nouvelles constructions sont censées être encadrées par un plan général d'urbanisme établi par la mairie et respecter les provisions d'une loi votée en 1993 sur la protection du patrimoine, un registre des monuments et les conventions européennes signées par le pays. Les démolitions se poursuivent néanmoins et les tours de bureaux, les hôtels de luxe et les immeubles commerciaux remplacent peu à peu les monuments historiques.

Pour exemple, tristement célèbre: un manoir du 19ème siècle situé en plein cœur du centre-ville, dont la destruction ne prit pas plus de 48 heures[5].

Selon les termes d'une lettre ouverte aux autorités de la république signée par plusieurs architectes du pays, le non-respect de la législation moldave en matière de protection du patrimoine se fait «*sciemment*» et de manière «*cynique*». En cause? Selon l'AIRM, la corruption qui aurait lieu à tous les niveaux de pouvoir et qui permet la destruction «en toute légalité» de monuments répertoriés. Ainsi, tant les employés de la municipalité de Chisinau que ceux des ministères de la Culture ou de la Justice seraient concernés. Des autorisations de destruction de bâtiments répertoriés sont données, des demandes d'arrêt des travaux sont déboutées, et ce quelle que soit l'instance en cause. Par exemple, une annexe de l'école d'arboriculture et de viticulture de Chisinau datant du milieu du 19ème siècle aurait été détruite, selon l'AIRM, par la faute de jeux d'influence dirigés par le ministère de la Culture. En février 2011, la mairie de Chisinau a en effet autorisé la démolition du bâtiment, enregistré comme d'importance «nationale» dans le registre des monuments, pour le remplacer par une construction de plusieurs étages. Malgré des protestations et un arrêt des travaux, la destruction s'est faite en toute légalité, la Cour suprême de Justice et le ministère de la Culture approuvant la pirouette administrative de l'investisseur ayant créé pour l'annexe une adresse distincte de celle de l'école. Ainsi, alors que c'est cette même instance qui a institué le régime de protection du patrimoine, la protection n'est que formelle, contournée par tous de manière légale ou illégale suivant le besoin du moment.

«Chaos» urbanistique et administratif

La mairie de Chisinau semble elle aussi être à l'origine d'autorisations de ce type. Pourtant, le maire de la ville, le jeune libéral Dorin Chirtoaca, s'insurge fréquemment dans la presse contre les destructions et déclare ne pas avoir les moyens de lutter contre les démolitions non-autorisées et ce qu'il désigne comme «*chaos urbanistique*». De même, le ministère de la Culture, parfois accusé, s'engage lui aussi dans la protection de monuments menacés. Comme dans le cas d'un bâtiment voué à la disparition pour faire place à un hôtel de luxe, où le ministère, épaulé par le groupe d'initiative citoyenne, «Chère ville», a saisi la Cour d'appel de Chisinau contre la mairie. Les destructions continuent sans qu'aucune autorité n'ait le pouvoir ni la volonté réelle de les arrêter.

La législation, largement ignorée, contiendrait en outre quelques «lapsus» intentionnels, qui laissent la voie libre aux démolitions[6]. Selon le président de l'AIRM, les amendes sont trop faibles pour arrêter les démolisseurs tandis que les moyens dont dispose l'agence pour restaurer le patrimoine correspondent grossièrement au ravalement d'une façade par an. Le président de l'agence dénonce aussi le manque d'experts capables d'établir la valeur d'un monument architectural. Dans ce contexte d'impunité, certains accusent même les démolisseurs de ne plus avoir peur et de procéder à découvert, comme dans le cas d'un bâtiment du centre-ville destiné à faire place à un centre d'affaires de sept niveaux et un parking souterrain, où les ouvriers ne s'encombraient plus de palissades pour travailler. Alors que la démolition est dénoncée par l'AIRM comme illégale, l'architecte en chef de la ville de Chisinau, Vlad Modarca, déclarait à propos du bâtiment situé à deux pas de ses bureaux de la mairie: «*Il est train d'être démolit en ce moment? Je ne suis pas au courant [...]. Ce que je peux vous dire avec assurance, c'est que la mairie de Chisinau a émis encore en 2008 une disposition pour arrêter les démolitions et annuler tous les certificats de construction*»[7]. L'architecte ne semble donc pas concerné par la démolition qui se poursuit pourtant au même moment. Parallèlement, quand le maire se plaignait d'un «*chaos urbanistique*» provoqué par les couleurs criardes des nouveaux bâtiments et des façades refaites du centre historique, le même architecte en chef déclarait en janvier

2011: «L'architecture est un art et chaque auteur le comprend de façon différente. Même s'il s'agit d'une zone historique, cela ne signifie pas qu'il doit y avoir ici seulement des bâtiments d'une seule couleur ou qu'ils aient tous la même hauteur»[8].

Qui a le plus détruit? Face à la perspective de la disparition du centre historique de la capitale moldave dans les dix prochaines années, la société civile et la presse commencent néanmoins à relayer un nouveau discours, axé sur le besoin de préserver ce patrimoine, seul témoin du riche passé de la ville et de l'identité de ses habitants. Tandis que certains historiens se demandent qui, des fascistes ou des soviétiques, a le plus détruit la ville, Vasile Ernu, journaliste au quotidien *Timpul*, s'indignait récemment du constat que ce sont ses contemporains qui ont le plus démoli: «*En temps de paix, en plein développement démocratique, pendant que nous construisons glorieusement le capitalisme moldave, le patrimoine architectural de la capitale de la République de Moldavie disparaît*»[9]. Au-delà de la corruption et de l'absence de sanctions, c'est l'indifférence que le journaliste dénonce dans un contexte où, selon lui, la logique de l'intérêt personnel et privé l'emporte sur le bien commun: «*Le grand problème face à la destruction et à la malformation de Chisinau est le manque de réaction des habitants de cette ville. Une foule silencieuse et docile, une société civile muette est un adversaire parfait pour les petits groupes d'investisseurs très dynamiques, sans scrupules et qui savent que chaque vieille maison et mètre carré de parc peut engranger des profits immenses et immédiats. Même si les pertes à moyen et long terme sont encore plus grandes pour Chisinau et ses habitants*» [10].

Ces derniers tentent de se regrouper et de nouvelles associations voient le jour. Les citoyens organisent aussi des manifestations contre les destructions des bâtiments de leur rue ou d'édifices emblématiques, comme la première poste de Chisinau, détruite en juin 2011, ou la maison d'un ancien architecte en chef de la capitale, détruite en 2012. Réunis devant le Palais de la République, une dizaine de manifestants scandaient «*Parlement incompetent. Fonctionnaires incompetents*» et «félicitaient» la mairie, le Parlement et le gouvernement. Mais, malgré l'écho médiatique de ces manifestations ponctuelles, aucun mouvement à l'échelle de la ville dans son ensemble ou à l'échelle du pays n'a encore émergé. Dès lors, l'AIMR et les quelques associations qui se sont créées ces dernières années semblent engagées dans une lutte impossible. Pendant ce temps, les destructions et les détériorations de monuments historiques continuent.

Notes :

[1] Ion Stefanita dans une interview accordée à *Info-Prim.md*, 26 août 2011.

[2] D'après le document «Concept privind revitalizarea integrata a centrului istoric al orasului chisinau» de l'Association «Plai Resurse», disponible sur le site de l'AIMR:
<http://airmc.wordpress.com>.

[3] Désignés en roumain par le terme «cartier».

[4] Voir le site internet reprenant les monuments du centre historique de Chisinau:
<http://www.monument.sit.md>.

[5] Voir: Louise Barseghian et Julien Danero Iglesias, «Protéger le patrimoine à Chisinau: Une lutte politique, économique et sociale», *Regard sur l'Est*, 16 février 2011.

http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1161

[6] Iuliana Partac, «Cine construieste pe monumente», *Ziarul de Garda*, 9 décembre 2010.

[7] Irina Nechit, «Demolatorii au prins curaj», *Jurnal de Chisinau*, 20 juin 2011.

[8] Natalia Hadarca, «Tiganie urbanistica în centrul Chisinaului», *Adevarul*, 19 janvier 2011.

[9] Vasile Ernu, «Disparitia Chisinaului vechi: au mai ramas zece ani (II)», *Timpul*, 3 décembre 2011.

[10] Vasile Ernu, «Disparitia Chisinaului vechi: au mai ramas zece ani (I)», *Timpul*, 18 novembre 2011.

* Julien DANERO IGLESIAS est assistant auprès du département de Science politique de l'Université libre de Bruxelles/RSE.

Vignette: © Ion Stefanita, Agence moldave d'Inspection et de Restauration des monuments.

date créée

01/07/2012

Champs de Méta

Auteur-article : Julien DANERO IGLESIAS*